

# PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national des 25 et 26 mai 2013

---

## Discussion

---

### **Nicolas Garcia – Pyrénées-Orientales**

Il convient d'aborder la période électorale qui arrive avec deux axes : 1) Notre identité, rassembleurs et porteurs d'une alternative au capitalisme. 2) En ouvrant une perspective, une espérance pour un peuple de gauche déçu, qui n'a pas besoin d'un surcroît de désespérance mais au contraire de voir notre capacité et notre volonté de remporter des victoires avec toute la gauche sur la base de programmes progressistes locaux, élaborés et mis en œuvre avec les gens. Nous devons éviter le piège : listes autonomes du Front de gauche ou remorque du PS. Soyons immédiatement à l'initiative d'un appel au rassemblement de toute la gauche pour battre la droite et le FN.

### **Hélène Bidard – Paris**

La rémunération d'une femme est inférieure de 16,3 % à celle des hommes. C'est un scandale qui trouve de nouvelles ressources dans la crise capitaliste. Pour porter une alternative à l'austérité, nous serons le 9 juin à la marche des femmes. Au sujet des élections, les premières utilisatrices des services publics locaux sont des femmes, je pense aux familles monoparentales. Les appuis locaux sont centraux. Il faut construire des projets municipaux féministes et construire dès maintenant la parité, car même avec la parité, les femmes sont 40 % du personnel politique et 18 % dans les exécutifs. Nous devons passer un nouveau braquet dans l'action pour l'égalité. Les femmes sont des centralités dans les politiques publiques.

### **Dominique Lebrun – Loiret**

L'espoir c'est le Front de gauche et il faut le soigner. Il y a une gauche qui gouverne et qui déçoit fortement. Il y a une volonté très forte de l'exprimer à la première occasion électorale. C'est la symbiose de l'activité du Parti et de ses élus qui permet le rapport de forces en notre faveur pour avancer des

propositions et rassembler autour d'elles tous ceux et celles qui le souhaitent, pour battre la droite à Orléans et concrètement améliorer la vie de la population et être pôle de résistance à l'austérité.

### **Nelly Faton – Jura**

Nos élus sont un rempart contre la politique qui est menée dans ce pays. La situation est très diverse sur le territoire et à l'intérieur d'un département. La constitution de listes est bien de partir du besoin des gens par rapport à un bilan ou bien par rapport à un projet qui implique le maximum de citoyens dans la plus grande diversité. Ainsi nous éviterons des tensions avec certains partenaires qui ne veulent pas de rassemblement à gauche au 2e tour. Il va falloir être très attentif aux communes de plus de 1 000 habitants, où les camarades ont des élus sur des listes de panachage. La question va être : quel apport la direction va pouvoir développer pour aider à la constitution de listes ouvertes et ainsi rassembler le maximum de la population.

### **Michel Ceruti – Lot-et-Garonne**

17 candidat(e)s à Villeneuve, un FN influent, menace de l'abstention traduisent le désarroi. Dans une campagne en direction des électeurs PCF, FG, déçus d'Hollande, socialistes, Verts..., nous disons « à gauche ce n'est pas « foutu », nous pouvons ensemble créer les conditions pour changer de cap politique, l'alternative à l'austérité, un premier signal fort, d'espoir vous est offert avec le vote FG ». Le PCF a amorcé cette démarche avec un meeting de 200 personnes contre l'ANI avec Filoche. L'arc du rassemblement s'est ainsi ouvert, nos partenaires du FG restant souvent à « l'alternative au PS » mortifère. Nous ne désespérons pas de réussir ce rassemblement grand angle impulsé par le FG pour gagner le changement.

### **Philippe Rio – Essonne**

Il y a un dégât idéologique terrible dans les quartiers populaires issu du renoncement du gouvernement Hollande et de l'effet « tous pourris ». La détermination d'une gauche, d'un service public local, d'associations et de citoyens fait se lever des solidarités incroyables. Soyons à l'avant-garde des expérimentations locales de démocratie sociale et de la maîtrise publique de l'énergie.

### **Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis**

La fédération a rendu publique une déclaration sur les municipales. Nous voulons conserver nos dix villes PCF et FG, reconquérir Montreuil, Aubervilliers et Dugny sur la droite, voire plus. Nous avons encore besoin de débattre d'une stratégie politique et électorale ambitieuse de large rassemblement avec l'humain au cœur. Débattre de nouveaux schémas de rassemblement qui contribuent à la redéfinition de ce que doit être une politique de gauche de transformation sociale et qui, par leur processus populaire et démocratique interrogent toute la gauche. Nous mettons l'Europe à l'ordre du jour. Le lien entre commune et

Europe est une évidence. Nous mobilisons militants et personnalités aux assises qui seront très utiles aux campagnes électorales.

### **Catherine Bernie-Boissard – Gard**

Nîmes, dernière ville de plus de 100 000 habitants avec un maire communiste ; la droite otage de l'extrême droite. Divisés à gauche, nous ne battons pas la droite en 2008. La gauche n'a jamais gagné aux municipales sans le PCF tête de liste. Quasi équivalence aux élections locales entre PS et PCF. Voulons-nous être utiles ou simplement témoigner ? Quelle stratégie ? Deux positions : sans liste autonome au 1er tour, pas de point d'appui contre l'austérité. Les communistes ont une capacité de rassemblement : continuer. L'appartenance au FG peut-elle avoir comme résultat d'effacer notre histoire et la confiance des Nîmois envers notre stratégie de rassemblement ?

### **Jean-Albert Bessiere – Aveyron**

En 2008, fin de cinquante ans de gestion de droite par l'élection d'une liste de rassemblement de gauche. Cela fait-il de Rodez un bastion de gauche ? Non. Début 2013, les communistes jugent le bilan positif. Les gens que l'on rencontre nous disent de ne pas partir divisés. Le PG, lui, veut lier les européennes et Rodez fait partie des 60 villes où ils veulent des listes du FG au 1er tour. Nous avons dit au PS que nous voulions dans le programme des politiques locales de solidarité et de justice sociale. Après consultation des communistes de Rodez, nous avons fait le choix du rassemblement à gauche avec le PS. Dans les autres villes du département, les situations sont différentes et les choix d'alliance au 1er tour le seront aussi.

### **Laurence Zaderatzky – Pas-de-Calais**

Tous pourris comme le temps ! Nous avons parfois des problèmes de cohérence entre notre projet de transformation révolutionnaire et les échéances électorales immédiates et les besoins de changement pour le pouvoir d'achat maintenant. Alors, pour aider les foyers contre la précarité énergétique et les coupures, notre parti pourrait engager une campagne pour un chèque énergie tout en rappelant nos propositions sur un grand service public de l'énergie. Nous ferions ainsi le lien entre le local/municipal, le national et les européennes, pour la VIe République et le droit à l'énergie.

### **Jacques Maréchal - Moselle**

La situation pèse sur la légitimité de l'action politique. La fermeture des hauts fourneaux est un renoncement supplémentaire. Les communistes entendent solliciter à Metz 400 citoyens engagés à gauche pour les inviter à un premier débat pour élaborer un projet pour une majorité bien ancrée à gauche, à partir de deux principes : renforcer la maîtrise publique des services locaux et favoriser l'intervention citoyenne. Ils proposent également de renoncer à la construction d'un second centre de congrès et de créer à la place un centre municipal de santé.

### **Pierre Dharréville – Bouches-du-Rhône**

Les municipales vont se dérouler dans un contexte marqué par le débat sur l'acte III de la décentralisation. Cela doit nous pousser à prendre plus encore l'offensive pour revendiquer le pouvoir aux citoyens. Nous devons définir nos objectifs, avec la volonté d'être utiles plus encore. Or la droite et l'extrême droite sont réveillés et mènent la bataille idéologique. Nous devons porter une volonté véritable de rassemblement, appuyée sur une démarche citoyenne et sur des projets audacieux. Suivant les endroits, cette volonté se traduira de différentes façons, mais loin de cultiver le clivage et de porter le poids de la division, nous devons porter haut l'ambition de rassembler.

### **Danielle Lebail – Rhône**

Il y a un après 5 mai, il y aura un après 9 juin, après 16 juin. C'est dans ce cadre politique encourageant que nous préparons les municipales (cadre sur lequel il faut s'appuyer et faire vivre localement). Sur le Rhône, nous nous sommes fixé des objectifs élevés avec des projets ambitieux et une stratégie de rassemblement le plus large, hors dogmatisme ou soumission. In fine le rassemblement sera de fait différent tant les situations sont autres. Porter une VIe République, c'est mener la bataille avec notre pétition « ma commune j'y tiens » contre la métropole lyonnaise et le charcutage de notre département (le résultat de Marseille doit nous encourager). C'est ce que nous ferons le 1er juin.

### **Cyril Cineux – Puy-de-Dôme**

Les communistes clermontois se sont prononcés pour une liste de large rassemblement portée par le FG qui co-élabore le projet municipal avec la population. A Clermont-Ferrand, il y a une attente d'un profond renouveau démocratique dans la construction du projet comme dans la gestion et la vie municipale. Premier objectif : battre la droite et l'extrême droite dans les urnes mais aussi sur le terrain de la gestion, en participant à une majorité de gauche. Proposition de tête de liste PCF.

### **Martine Gayraud – Gard**

Il faut pouvoir sortir de deux choix possibles (autonome du PS ou avec le PS). Pour gagner, il ne suffit pas seulement de se rassembler d'une façon ou d'une autre mais de rassembler pour changer concrètement la vie des gens. Nous avons besoin de redonner confiance, de remobiliser pour créer les conditions de débouchés de gauche, il est donc essentiel que les citoyens s'emparent de ce débat, tant sur projet que rassemblement. La réussite des assises nationales du 16 sera une piste essentielle pour avancer un point d'appui à dérouler dans nos départements dans une démarche de construction et de rassemblement, ce qui nous aidera pour les futures échéances.

### **Vincent Bony – Loire**

Notre engagement pour la solidarité aux « cinq » de Roanne nous renseigne aussi

sur les enjeux politiques en cours. L'acharnement du procureur lié à l'USM en a conduit 2 sur 5 en garde à vue ! La droite revancharde utilise ses positions dans la société pour faire taire le mouvement social et joue sur les renoncements du PS pour diviser la gauche dans cette ville d'union PS/PCF. Développons la bataille pour l'amnistie ! Les élus communistes sont très utiles dans les luttes, mais aussi dans les gestions comme à St-Etienne, où après trente ans de droite, la reconquête depuis 2008 du service public local se fait grâce à l'un des élus PCF.

### **Céline Brulin – Seine-Maritime**

Besoin d'articuler nos objectifs généraux avec les municipales. Bâtir des projets de territoire, avec les citoyens, peut y contribuer et mettre en avant notre marque de fabrique: à la fois gestionnaires et combattants en faveur de nos territoires (emploi, services publics, santé, nouvelles solidarités...). Construire les rassemblements les plus larges possibles avant de nouer des alliances, quand certains, au sein du FG abordent cette échéance de manière très politicienne, voire sectaire. Besoin de solidarité au plan national : c'est notre force vis-à-vis de nos différents partenaires.

### **René Proby – Isère**

La ville de Saint-Martin-d'Hères, 2e ville du département de l'Isère (37 000 hab) est communiste depuis la libération. Le PS conteste notre majorité absolue au conseil municipal. Alors même que nous sommes toujours la 1e force politique sur SMH. Le PG avait été jusqu'à se présenter contre moi aux cantonales (PCF 35,87%, PS 12,82%, PG 4,82%). Le FN veut se présenter aux municipales 2014. L'extrême droite n'est jamais à prendre à la légère. C'est aussi pour cela que je compte tout faire pour réussir le rassemblement à gauche. La division qui profiterait à la droite et à l'extrême droite ne sera pas de ma responsabilité et ni de celle de mes camarades communistes. Ce rassemblement reconnu par la population comme facteur de progrès à SMH c'est possible en 2014.

### **Dominique Adenot – Val-de-Marne (président de l'ANECR)**

L'affirmation des métropoles (clé de voûte de la réforme territoriale en débat dont l'objectif est « la compétitivité ») est un des gages donnés ces jours derniers à M. Baroso par F. Hollande, pour obtenir un sursis sur les 3 % de déficit imposés par Bruxelles. Face à ce big-bang territorial qui permettra une autorité imposée au plan local, nous mobilisons élus, citoyens, agents territoriaux... Pas de réforme de la démocratie sans démocratie : nous exigeons la totale remise à plat de la réforme et des référendums comme en Alsace, pour chaque changement institutionnel, avec les intéressés. Et nous portons des propositions alternatives pour des coopérations répondant positivement aux enjeux des grandes aires urbaines. Nous mettons la commune comme cœur battant de nos objectifs de démocratie renouvelée, de réponses aux besoins sociaux et humains. Sans attendre, nous nous impliquons dans des comités locaux citoyens les plus larges. Le but est de rassembler tous celles et tous ceux qui ont voulu le changement en 2012 : associatifs, syndicalistes, élus et citoyens, forces de gauche et écologistes ; ce cheminement collectif, porteur d'action concrète et

de projets co-construits rouvre de l'espoir, de l'action collective palpable. Cette dynamique populaire permet aussi de sortir des débats étriés de cartels d'organisation, et le moment venu contribuera à des listes plus rassembleuses et représentatives des forces vives et de la diversité de nos villes, et mettra en échec les ambitions de la droite et de l'extrême droite.

### **Marie-France Beaufile – Indre-et-Loire**

Contexte particulier d'une municipalité à direction communiste très ancienne. Un attachement de la population à la commune, à la politique qui y est menée avec des services publics spécifiques. Poursuivre l'échange avec les habitants sur les causes de la dégradation de leur situation (augmentation du chômage) par une autre politique, en particulier fiscale avec la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Seule façon de faire reconnaître que la réduction de la dépense publique n'est pas fatale. Construire avec la population l'avenir, construisons le rassemblement autour des projets, les alliances avec les formations politiques viendront ensuite.

### **François Diot – Nièvre**

Municipales : elles se préparent aujourd'hui en faisant grandir le rapport de forces en notre faveur par la prise du maximum d'initiatives montrant la capacité de mobilisation et de rassemblement des communistes. Une seule boussole : sortir de mars 2014 plus forts (et pas moins forts) qu'avant, c'est-à-dire avec davantage d'élus pour les six ans à venir. Pour cela, faire mesurer aux camarades et aux partenaires du FG les enjeux réels du scrutin (tels qu'ils seront perçus par la population), et l'ensemble des critères à prendre en compte (parmi lesquels le mode de scrutin).

### **Yves Dimicoli – Paris**

Ce n'est pas en cherchant, aux municipales, à agréger des mécontents sur une ligne nationale anti-PS et sans se soucier des besoins locaux, comme le propose le PG, que l'on ferait mal à Hollande. Cela alimenterait l'abstention à gauche, nous couperait des électeurs socialistes et, en nous marginalisant, favoriserait la mue, contestée en son sein, du PS en parti démocrate. La conquête de positions communistes à gauche serait, au contraire, un appui pour changer de cap national à gauche. En incitant les électeurs PS à se joindre à des rassemblements locaux pour des objectifs et des moyens marqués par nos propositions, on encouragerait leur refus de l'austérité nationale. Les communistes doivent être, seuls, maîtres de leur choix.

### **Laurence Cohen – Val-de-Marne**

Travailler dans une démarche de large rassemblement, sans nous laisser enfermer par quelque force que ce soit dans des accords d'appareil. Etre sur tous les fronts, en étant les plus dynamiques dans la résistance aux politiques d'austérité et les plus audacieux dans l'élaboration de propositions alternatives, est un atout pour bâtir des listes à l'image des quartiers. La Marche des femmes du 9 juin est

une marche de colère, de lutttes et d'espoir. Ce n'est pas une marche contre les hommes mais avec eux. C'est un appel à celles qui souffrent le plus de la crise, celles qui sont souvent les laissées-pour-compte dans nos campagnes asexuées, alors que chaque mesure prise dans le cadre des politiques austéritaires renforce les inégalités femmes/hommes.

### **Gérard Lahellec – Côtes-d'Armor**

Les élu(e)s sont l'affirmation de notre existence et donc de notre identité. Ils sont un atout pour résister aux assauts du libéralisme. Notre représentation aux municipales structure aussi le paysage politique et notre représentation nationale. L'ambition à rassembler ne va pas de soi. Dans le même temps, une foule immense de gens de gauche ne veut pas du retour de la droite et est en recherche de construction solide à gauche. Nous ne gagnerons ni par reniement à rassembler ni par ralliement à quiconque ; nous devons œuvrer au rassemblement le plus large et sans limite à gauche, des femmes et des hommes de progrès, sur des objectifs anti-droite, de démocratie et de grande ambition publique pour le XXIe siècle.

### **Gilles Ravache – Haute-Savoie**

Les communistes attendent ce conseil national. Ils réclament une stratégie nationale claire qu'ils mettront en œuvre dans leur commune. En Haute-Savoie, nous n'avons que peu d'élus mais faisons 9 % à la présidentielle. Traduire cette dynamique, gagner des communes et des élus, c'est notre défi. A Annecy une multitude de listes de gauche s'annonce. Le 17 juin, le PCF et le Front de gauche organisent un forum citoyen auquel participeront toutes les forces de gauche. Ainsi, grâce à nous, le rassemblement se construit par l'association des citoyens pour développer les services publics locaux, le logement social, la participation citoyenne, etc. Ce sera un appui pour changer le cap de la politique gouvernementale qui tourne le dos à ces attentes.

### **Dominique Negri – Isère**

Municipales: indissociables d'une perspective de rupture au plan national (et contre l'UE). Plus nous sommes clairs, plus nous rassemblons et nous faisons respecter des «partenaires». A Saint-Martin-d'Hères, il s'agit de renforcer la municipalité à direction PCF. La majorité PCF correspond à l'état de la gauche: PCF 37%, PS 12%, PG 4% (cantonales). La section, rajeunie et dynamisée, transforme la colère en lutte politique: des factures à la nationalisation de l'énergie, au retour en régie des transports. Bonne mobilisation contre l'ANI, pour le 1er mai. Le PCF et ses élus à SMH sont un point d'appui pour résister et lutter. Loin des postures politiciennes, cette spécificité communiste reconnue continuera.

### **Aymeric Seassau - Loire-Atlantique**

Sortir du seul débat "union/autonomie au 1er tour". Sur notre fête fédérale : Des syndicalistes acceptent d'intervenir au meeting et le PS et EELV viennent

débattre avec Eliane Assassi de la réforme de la démocratie locale que nous combattons. Arcelor : La gauche du PS s'engage avec nous pour faire reculer le plan Mittal/gouvernement. Autant d'espaces de débats, de construction. Soyons offensifs : Personne ne fait autorité seul à gauche. Construire de nouveaux caps à gauche pour nos communes face à la crise et à l'austérité doit décider du rassemblement. Plus d'élus et de mairies PCF = autant de points d'appui pour faire entrer les luttes dans les institutions. Engager la solidarité nationale dans les discussions avec tous les partenaires.

### **Cécile Dumas – Alpes-Maritimes**

La capacité de mobilisation existe, y compris dans un département comme les Alpes-Maritimes qui est très marqué à droite. Nous prenons les municipales par ce côté-là, le rassemblement de toutes ces mobilisations pour construire la refondation sociale et démocratique sur le territoire. Pour cela, les communistes doivent se libérer et mettre en action leur capacité à construire des projets, des rassemblements et ne pas simplement se positionner par rapport aux autres à gauche. Enfin, il nous faut mener aussi dès septembre une grande campagne d'inscription sur listes électorales. On ne peut pas dire « Prenez le pouvoir » sans faire cette campagne.

### **Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

Il faut des initiatives nationales du PCF sur le SMIC, la vie chère, l'emploi, le logement ; préoccupations majeures de nos concitoyens. Plus de visibilité du PCF comme outil de rassemblement et de propositions pour une alternative à gauche, appel à une union nationale contre l'austérité. Municipales, le PCF est déterminant pour des majorités de gauche comme troisième force politique et le rassemblement PCF/PS - et au-delà - est incontournable au 1er ou 2e tour. Mais ne lâchons rien sur contenu services publics, politiques de solidarité, démocratie, c'est l'action des municipalités de gauche. Si le PS n'en veut plus, c'est à lui de le dire.

### **Pierre Mathieu – Aube**

L'essentiel est de créer les conditions des rassemblements les plus larges pour répondre aux préoccupations des citoyens dans une situation de plus en plus dégradée. Avec les 11 vice-présidents en charge des transports dans les régions, nous alertons : les réductions des dotations annoncées par l'Etat rendront impossible l'offre des TER. Pas question de se résigner. Des financements nouveaux sont possibles. Nous appelons aux rassemblements des usagers, des élus, des cheminots. Cela concerne tous les territoires qui organisent pour l'essentiel les transports publics. Cela montre l'importance de disposer de nombreux élus communistes et de municipalités, point d'appui des luttes et combattantes pour les services publics.

### **Claude Fainzang – Paris**

A Paris, aller aux municipales avec le Front de gauche, c'est continuer à effacer



le PCF ; et le PG refuse de discuter sur les contenus ; peu de monde aux assemblées citoyennes. Avec les socialistes, c'est approuver les 200 millions d'argent pour le stade Jean-Bouin, le million au PSG, les rythmes scolaires, l'externalisation des services publics, la gestion des personnels, la suppression de la gratuité des transports des plus de 65 ans. Ainsi le PCF n'est pas ce qu'il devrait être. Proposer au vote des communistes des listes PCF de rassemblement ouvertes sur le monde associatif, porteuses de rupture : abrogation loi Boutin, blocage loyers HLM, mixité sociale, suppression du surloyer, construction de logements très sociaux...

### **Jean-Pierre Icre – Ariège**

Ariège, département rural, économiquement sinistré. Plans de revitalisation et de promotion du tourisme peu efficaces. PS hégémonique traversé par débats internes. FN maintient ses positions. FG bien implanté, dérange à gauche. Enjeux différents, donc objectifs différents pour municipales entre PG et PCF. Municipales 2014 seront très politisées. Déjà expériences type Front de gauche aux municipales 2008 seront à renouveler et à initier partout où ce sera possible. Besoin de mise en débat de l'acte III de la décentralisation, l'ADECRC le fait. Préparation des assises nationales du 16 juin. Camarades en attente des conclusions des débats du CN pour disposer d'une feuille de route.

### **Jean-Marc Durand – Drôme**

Les élections municipales sont un temps fort de la vie politique. Dans le contexte, la campagne devra permettre de faire le lien entre enjeux locaux et nationaux avec le souci du plus large rassemblement à gauche, de conserver et de conquérir de nouveaux élus PCF et Front de gauche. Pas de ralliement à qui que ce soit, mais autonomie de décision des communistes sur les contenus et les alliances. Et construction avec les populations du programme municipal à partir duquel se bâtiront les listes. La cohérence de la construction d'une alternative à l'austérité suppose de ne pas oublier que les communes en constituent le premier niveau de résistance.

### **Emanuel Dang Tran – Paris**

Le 5 mai derrière Mélenchon: Un rassemblement national mais pour quelle perspective? Loin du changement de régime avec la fumeuse 6e république, une recomposition politique: un gouvernement avec Mélenchon, Montebourg (!) (premier) ministres! Hollande tient ses promesses au patronat et à l'UE. Pas à être déçus ! La référence pour «changer» ne peut pas être la « gauche ». Portons des positions communistes de rupture tournées vers les luttes. Contre la réforme ferroviaire, la casse des retraites... Rétablissement des monopoles publics, retour aux 37,5 annuités, nationalisations (auto, acier), abandon de l'euro et de l'UE! Municipales à aborder, dans la diversité des situations, sur cette ligne nationale offensive.

### **Marie-Christine Burricand – Rhône**

La situation nationale comptera pour les municipales, la crise sociale et politique porte le vote FN et l'abstention. Notre positionnement national comptera. Raison de plus pour nous appuyer sur bilan et projet. L'austérité remet en cause chaque jour nos efforts, montrons l'engagement nécessaire pour obtenir le mieux pour les habitants : services publics, logement social, solidarité, emploi, intercommunalité. La question n'est pas PS ou FG. Oui au rassemblement des forces progressistes, mais aussi de femmes et d'hommes représentatifs de la ville. Avec l'eurométropole, le Rhône est poisson pilote de l'Acte 3, régression démocratique. Débat le 5 juin et pétition pour un référendum.

### **Alain Pagano – Maine-et-Loire**

Accord avec les rapports. Les listes « autonomes » vis-à-vis du PS au 1<sup>er</sup> comme au 2<sup>e</sup> tour, on subit cela en Maine-et-Loire dans trop de communes aboutissant à une sous représentation du PCF dans les conseils municipaux depuis trente-sept ans, et à des défaites de la gauche dans trop de villes. Nous avons la volonté de briser l'hégémonie de la droite dans le département et de faire entrer les idées communistes dans les municipalités, y compris dans la ruralité, en faisant un travail d'organisation et en faisant percevoir les changements du mode de scrutin dans les petites communes.

### **Eric Le Bour – Finistère**

Les municipales sont un moment privilégié pour construire avec les gens des politiques ambitieuses de progrès dans une démarche de démocratie locale. Par des engagements qui placent l'humain au cœur des préoccupations d'une municipalité, qui permettront des points d'appui en opposition aux politiques d'austérité. L'échelle de la commune permet des actions positives, soyons-en des acteurs. Le PG veut des listes autonomes, d'autres partenaires du FG sont tentés : implication citoyenne, contenu, démarche d'ouverture, utilité pour les gens oubliés ! Cela est à l'inverse de nos ambitions et de notre démarche, est réducteur et loin des préoccupations populaires. Dans le cadre des municipales montrons d'autres possibles, rassemblons, les gens en ont besoin.

### **Alain Janvier – Seine-et-Marne**

Les élus municipaux de Seine-et-Marne (+ de 100 dont 7 maires) constituent une force extrêmement appréciable et qui gagnerait à croître. Les deux mairies que nous avons gagnées récemment montrent que ce succès n'est possible que parce qu'une partie du PS nous rejoint et reconnaît le leadership du Front de gauche. Les militants des entreprises peuvent être d'un apport important pour enrichir le contenu d'un programme municipal de progrès : emploi, logement, santé, transports, accueil de la petite enfance. Ils doivent pouvoir être associés au débat et décisions des municipalités où ils habitent et travaillent. A noter : la journée du 14 juin des communistes de l'AERO. Les fédérations peuvent aider pour assurer le succès de cette initiative.

### **Jean-François Téaldi – Alpes-Maritimes**

Dépasser le débat voulu par le PG : « listes autonomes du FG » ou union avec le PS, suppose que les communistes soient intransigeants sur la priorité donnée à l'élaboration de projets municipaux en assemblées citoyennes. La question des listes ne se posera qu'après. Dans nos projets, appuyons-nous sur ce qui marche dans nos municipalités pour le décliner ailleurs. Montrons l'utilité des élus communistes et Front de gauche dans les conseils municipaux, mais aussi aux côtés des salariés en lutte. Deux priorités : aller à la rencontre des cités et élargir aux syndicalistes pour faire reculer l'abstention. Travailler aux PLU et n'oublions pas les structures destinées aux jeunes, notamment en matière sportive.

### **Joël Gallais – Morbihan**

La hausse des impôts locaux est une préoccupation majeure des Français. Or la politique d'austérité et la baisse des dotations aux communes conduiront inévitablement à la hausse des impôts locaux, sauf à réduire les prestations ou diminuer le personnel territorial. Il nous faudra bien porter cette idée aux élections et donc dans nos programmes, ce qui compliquera la constitution de listes avec des partisans de l'austérité. Risque de faire éclater le Front de gauche avec les élections municipales. Si l'on entérine notre différence de stratégie avec le PG, on court le risque que les organisations du Front de gauche soient sur des listes concurrentielles : quelle lisibilité pour tous ceux qui ont placé leur espoir dans le FG ?

### **Pierre Laurent – Paris**

Mon intervention s'articulera autour de quatre sujets. Je souhaite tout d'abord vous dire quelques mots sur la délégation du PCF que j'ai conduite en Amérique latine. Je reviendrai dans un second temps sur deux faits d'actualité qu'ont été notre rencontre avec Die Linke et le vote de la loi de refondation de l'école. Enfin, je souhaite bien évidemment aborder la question des futures échéances électorales.

Une délégation du PCF composée de Lydia Samarbakhsh, de Cécile Dumas, d'Obey Ament, et de moi-même, s'est rendue en Amérique latine pendant deux semaines. Nous avons séjourné à Cuba, au Venezuela, au Brésil et en Uruguay. Nous avons choisi ces pays pour suivre quatre expériences latino-américaines de nature différente. Je n'ai pas le temps de détailler le voyage, mais ce fut une délégation importante. Nous avons eu des rencontres au plus haut niveau qui vont nous permettre de développer des coopération politiques. Cette délégation aura des suites notamment avec le Brésil, pays dirigé par une coalition très large avec le PT et le PCdoB. Le PT veut d'ailleurs lier des liens directs avec le PC. Le secteur international est à votre disposition pour approfondir.

Jeudi, s'est tenu à l'Assemblée nationale, un groupe de travail avec le Die Linke. Un partenariat historique est en train de se construire avec le parti allemand au travers des groupes parlementaires. Différents échanges sont d'ores et déjà prévus pendant la campagne législatives en Allemagne et les européennes. Une grande initiative commune a été fixée à l'été 2014 à l'occasion du centenaire de la première guerre mondiale.

Cette semaine, le Sénat a débattu du texte sur la refondation de l'école. Les sénateurs PCF ont voté pour ce projet de loi. Nos députés s'étaient abstenus sur le sujet car le projet de loi n'allait pas assez loin et n'avait pas assez d'ambition. Nous nous opposons notamment à la régionalisation du service public d'orientation. Or, au Sénat, la plupart des amendements que nous portions ont été adoptés par la commission et confirmés en séance. Ils ont même été confortés et approfondis. Le rôle de l'Etat a été renforcé notamment sur les questions de formation professionnelle. Un article a rétabli les missions de l'école, en y rajoutant la notion « d'enfants tous capables ». Un amendement a conforté les écoles de professorat. Si nous nous étions abstenus, le texte qui serait reparti à l'Assemblée aurait été celui d'origine, sans nos amendements. Nous avons donc fait le choix de voter ce texte afin qu'il soit débattu à l'Assemblée nationale. Vincent Peillon s'est quant à lui engagé sur le maintien des amendements en séance à l'Assemblée nationale où le débat sur l'orientation de notre vote reste ouvert.

J'en viens au calendrier politique et aux échéances électorales de 2014. Ce qui ressort de nos débats est positif. Il y a une intelligence commune sur l'analyse de la situation et des convergences sur les perspectives. La problématique générale sur comment entamer la bataille est largement partagée. Il nous faut aborder cela dans un esprit rassemblé ce dont témoigne ce CN.

Comment avancer ? Les assises du 16 juin seront importantes. Il faut utiliser les semaines qui nous restent pour approfondir le rassemblement nationalement et localement. La participation à ces assises est ouverte. Nous devons organiser la venue de militants du Front de gauche et PCF et travailler à l'élargissement auprès des syndicalistes, des associatifs...etc.. Ce sera un moment important. Emmanuel Morel viendra ainsi que de représentants d'EELV. Nous avons besoin de l'élargissement le plus grand possible. C'est important pour le présent, et l'avenir, notamment dans la perspectives des échéances électorales.

Dans la perspective des municipales, je veux particulièrement insister sur une question : celle de l'autonomie et des alliances. Ce n'est pas le déterminant de notre stratégie. Au final, il y aura des situations diverses. Mais d'ores et déjà les communistes sont au travail pour le rassemblement en prenant en compte la spécificités des situations locales. Le débat existe chez les communistes et ce pour de bonnes raisons. Il ne faut pas contourner le débat. Mais, il faut refuser de se laisser enfermer dans une question étriquée qui ne nous permet pas de traiter l'ensemble du problème. Il n'y a pas de solution pré-établie. Il y a des contradictions, il ne faut pas les nier. Mais il nous faut les évaluer et ensuite prendre la décision.

Nationalement, le bon calendrier devait nous conduire à l'automne pour la constitution des listes. Mais, rien n'est fixé. Il nous faut prendre le temps suffisant pour porter la mobilisation citoyenne. Pour autant la dénomination de nos « chefs de file » dans la mesure du possible devra intervenir avant l'été.

Concernant le débat du Front de gauche, il y a des endroits où on note certains blocages. Il y a aussi des possibilités d'évolution grâce au débat et à la discussion. Nous pouvons encore faire bouger les lignes. Il nous faut pour cela prendre des initiatives et ne pas hésiter à s'exprimer sur ce sujet. Il faut travailler à unir le Front de gauche.

### **Denis Durand – Paris**

Mario Draghi reconnaît lui-même que l'argent créé par les banques avec le soutien de la BCE ne va pas à l'emploi et à la croissance réelle mais aux marchés financiers. Mais danger ! il envisage la titrisation des crédits aux PME ! Nous proposons avec le PGE un fonds de développement économique, social et environnemental européen pour financer des projets favorables à l'emploi et aux services publics avec la création monétaire de la BCE : proposition phare de la campagne européenne mais aussi objet de batailles populaires concrètes immédiates dans tous les départements. Voilà comment on peut changer radicalement l'Europe et non pas fuir le combat en cédant aux billevesées d'une sortie de l'euro.

### **Colette Mô – Alpes-Maritimes**

L'Europe de la paix, de la solidarité, l'Europe des droits est à construire. Les féministes du PGE, rassemblées dans le réseau El fem, élaborent des propositions. Nous revendiquons l'universalité de nos luttes. La remise en cause du droit à l'IVG en Espagne a à voir avec les propos sexistes entendus lors des débats autour du droit au mariage, pour les gays et lesbiennes en France. Nous savons que partout en Europe les droits des femmes sont attaqués, la parité n'est pas appliquée. Les femmes sont les plus pauvres parmi les pauvres... La campagne des élections européennes est l'occasion pour faire entendre et avancer nos revendications. Le rassemblement est possible avec les femmes. Pas de progrès possible sans les idées féministes.

### **Paul Barbazange – Hérault**

2009, les communistes de l'est héraultais ont mené campagne sur le mot d'ordre : « Faire péter l'Europe capitaliste ». Nous avons ainsi caractérisé l'UE comme superstructure capitaliste, bloquée, bloquante, dangereuse. Nous développons ainsi les analyses communistes contre la CECA. 1977, préparation des européennes de 1979, nous avons rassemblé 30 000 personnes en manif à Montpellier contre ceux qui voulaient faire du Languedoc-Roussillon le « bronzecul » de l'Europe. Il y avait 7 000 chômeurs alors dans l'Hérault. Il y en a 70 000 aujourd'hui. Nous avons besoin de développer cette stratégie, sur la base de ce qu'a été notre congrès. Mais en intégrant le réel vécu, pour en faire un réel pensé, de luttes, consultons démocratiquement les militants PCF.

### **Christine Mendelsohn – Bouches-du-Rhône**

Le manifeste des peuples de l'alter sommet d'Athènes dénonce l'éloignement des lieux de décision des citoyens nécessaire au consensus libéral pour faire les choix contraires au plus grand nombre. Partout en Europe la bataille pour la démocratie de proximité est menée, et en France celle des élus communistes et Front de gauche pour les municipales est un socle indispensable. Le congrès du PGE va proposer une plate-forme commune de nos partis pour une refondation de l'Union et appuyons-nous sur le réel de nos batailles de 2005, du pacte budgétaire, pour le monde du travail, pour les femmes, pour proposer une politique européenne qui permette de sortir de la crise.

### **Pascal Bagnarol – Corrèze**

Les municipales, les européennes me renvoient à l'intervention de Patrice Bessac dans la préparation du congrès : le temps court et le temps long. « Certains font pression pour les municipales, personne ne doit nous contraindre à un calendrier et un contenu qui ne serait pas les nôtres. Le 1er Mai, le 5 mai, le 9 mai, le 17 mai avec un meeting départemental, des initiatives dans lesquelles nous avons rassemblé, débattu de propositions de la commune à l'Europe. En distribuant du matériel national pour les 5 et 17 et l'intervention de F. Wurtz dont la question européenne était centrale, le travail effectué nourrit l'ensemble des échéances à venir - municipales, européennes - et renforcement du FG en renforçant notre parti.

### **Elisabeth Gauthier – Essonne**

Dans la confrontation européenne actuelle, avec d'importantes luttes mais aussi face à un sentiment d'impuissance, il est de notre responsabilité de travailler à de nouvelles alliances à travers l'Europe, de créer des fronts de lutte, d'imaginer une stratégie multi-leviers face au pouvoir multi-polaire qu'est l'UE. L'Alter Sommet à Athènes ([www.altersummit.eu](http://www.altersummit.eu)) préparé avec près de 200 organisations, réseaux, mouvements et syndicats de nombreux pays se veut un processus de coopération pour modifier ensemble les rapports de force en Europe et partout. Le « Manifeste des peuples » sera présenté au Vélodrome et suivi d'une manifestation européenne le lendemain. L'Alter Sommet est organisé par les mouvements, mais souhaite aussi le soutien des forces et représentants politiques qui partagent les mêmes objectifs. L'événement à Athènes sera suivi de nouvelles initiatives, dont des restitutions publiques décentralisées permettant d'articuler les luttes et initiatives citoyennes locales avec une volonté commune de changer d'Europe.

### **Mélanie Tsagouris – Meuse**

Le sentiment anti-européen progresse. Nous devons prendre cette question à bras-le-corps et la combattre : c'est une idée d'extrême droite. En quoi une sortie de l'Europe serait-elle garante d'une politique de progrès ? Distinguons bien l'Europe de l'Union européenne. Mettons la question de l'Europe dans toutes nos initiatives ; ça n'est pas un dossier de plus, c'est une dimension de tous nos combats. Tissons des liens avec les mouvements sociaux en Europe et montrons les convergences nécessaires entre les peuples, pour reconstruire complètement l'Europe.

### **Jean-Vincent Koster – Hauts-de-Seine**

Il y avait un risque d'une division du travail au sein du FG (municipales pour PCF et européennes pour PG). Aussi, partage les interventions de Gilles et Jacky de travailler sur les liens entre ces deux niveaux. Notre cohérence dans ces deux rendez-vous doit se faire sur les contenus (contestation des logiques libérales) et non sur une stratégie d'alliance uniforme. Partage le plan de travail, qui doit être l'occasion de construire un discours audible (« changer d'Europe ». ? comment faire lorsqu'on peine à changer en France ?) et cohérent (risque d'une

montée d'un discours anti-euro, y compris au sein du PCF). Enfin, l'échec de l'Europe, c'est le chômage. Aussi nous devons accorder une large place au monde du travail dans cette campagne.

### **Marie-Christine Burricand – Rhône**

Aux européennes, le peuple voudra exprimer son rejet de l'UE, identifiée comme fer de lance de l'austérité. Prenons garde à ne pas le rejeter vers l'abstention ou le FN. Le rapport ne peut être la base de la discussion dans le Parti car il brouille les pistes. Pour ouvrir une alternative en France, utile aux peuples du monde entier, portons l'idée qu'il faut reprendre notre souveraineté nationale et populaire, condition essentielle et non exhaustive pour libérer le combat contre le capital. Le programme du CNR n'est pas un modèle européen mais une construction française. Arrêtons la confusion : l'UE n'est pas l'Europe, la nation n'est pas le nationalisme, la souveraineté nationale n'est pas l'identité nationale. Enfin, le refus de débattre de la sortie de l'euro est une insulte au débat qui traverse tout le pays."

### **Frédéric Genevée – Val-de-Marne**

Les européennes vont se tenir en même temps que le centenaire de la Première Guerre mondiale. Or, les commémorations officielles actuellement prévues sont très consensuelles et ne vont pas critiquer son caractère de guerre impérialiste. Nous devons porter une autre vision de cette guerre, mettre en avant les pacifistes et la figure de Jaurès. Il nous faut aussi mettre en avant qu'il peut y avoir des relations franco-allemandes autres que la guerre ou le traité Sarkozy-Merkel. Nous pourrions organiser des initiatives historiques mais aussi politiques avec Die Linke autour de ce centenaire.

### **Caroline Andréani – Seine-Saint-Denis**

La crise de l'UE est profonde avec des conséquences dramatiques pour les peuples: chômage de masse, baisse des salaires, des retraites, des pensions. En France, elle va s'aggraver à cause des politiques d'austérité dues au TSCG. Le problème, c'est le blocage idéologique que nous avons créé avec l'« Europe sociale ». Nous devons aborder les vraies questions et ne pas laisser le terrain à l'extrême droite. La sortie de l'euro et de l'UE doivent être abordées et débattues pour ouvrir des perspectives politiques à notre peuple.

### **Nicolas Marchand – Val-de-Marne**

Il ne faut pas nourrir la caricature médiatique piégée d'une concurrence des extrêmes contre l'Europe et l'euro. Une campagne offensive doit être porteuse de perspective avec un contenu crédible, cohérent, sans cacophonie. Les enjeux européens sont au cœur de la dérive libérale de Hollande et divisent l'électorat socialiste. Donc poursuivons aux européennes pour un changement de cap. Mais pour rassembler, il ne suffira pas d'être en phase avec le mécontentement ; notre atout principal, ce seront nos propositions alternatives, comme Denis Durand l'a montré à propos de l'euro et de la BCE. Il ne doit pas s'agir de la

campagne d'une « gauche radicale » anti-PS-anti-euro, mais de celle d'un large rassemblement à gauche en faveur d'une profonde transformation de l'Union européenne.

### **Viviane Baudry – Ariège**

Union européenne présentée comme garante paix, or échec - n'a pas permis non prolifération des armes -, s'aligne sur l'OTAN, où Sarkozy nous a réimpliqués. PS n'a jamais souhaité sortir de l'OTAN ; développement interventions militaires extérieures (gendarmes du monde ? Permanence Françafrique). Politiques austéritaires entraînent montée nationalismes et résurgences des antagonismes traditionnels (« peuples de Sud : paresseux, fraudeurs; Allemagne dominatrice »). Partenariat UE/Israël : commerce et production d'armes augmentent. La paix vient de la coopération entre les peuples, le règne des capitalistes et marchands de canons mène à la guerre.

### **Latifa Madani – Alpes-Maritimes**

Clarifier notre positionnement sur la question européenne. Etre dans une démarche de rupture avec l'UE d'inspiration libérale que Hollande-Merkel-Barroso veulent parachever. En finir avec ce processus de construction autoritaire et austéritaire, à situer dans le contexte des négociations pour le traité transatlantique. Porter un projet alternatif d'une autre construction européenne, d'une véritable refondation de l'Europe dans ses dimensions économique, sociale, démocratique. Avoir conscience du recul de la place de l'Europe dans le monde et donc travailler plus notre relation au reste du monde et porter fort les valeurs de coopération, de solidarité et de paix.

### **Pierre Laurent – Paris**

Depuis la crise de 2008, l'entremêlement de la crise financière et la crise de la construction européenne est exacerbée. Nous sommes dans un moment historique. La question de continuer ou non la construction européenne est posée. Les dirigeants européens sont dans la fuite en avant et s'enfoncent dans l'autoritarisme. Face à une résistance de plus en plus importante, ils sophistiquent les mécanismes européennes de contrôle. Dans ces conditions, la question qui nous est posée est celle de la poussée politique sur la nature de nos propositions. C'est pour cela que nous organisons une convention sur l'Europe à l'automne. Le comité du projet y travaille. Il ne faut pas avoir une vision caricaturale de nos débats. Dans ces questions là, la première est : veut on une union européenne ? Pour ma part, je suis convaincu que pour sortir de la crise par la solidarité nous avons besoin d'Europe. L 'argument selon lequel la France n'a pas la capacité de bouger l'UE justifiant notre départ de l'UE ou la soumission à l'Allemagne est fallacieux. Je pense au contraire que la France est suffisamment forte pour engager le débat et faire changer l'Europe, pour en faire une zone de coopération. Le problème de la guerre économique est un problème mondial et pas uniquement européen. Toutes les forces démocratiques dans le monde posent la question du changement du rôle de l'Europe. Il nous faut prendre la question de façon plus offensive. Oui la France a une force suffisante



en s'appuyant sur son peuple pour porter une autre parole, comme ce fut le cas en 2005. Il nous faut contester l'argument de François Hollande selon lequel la France, par son isolement, ne pourrait pas imposer une autre Europe. La France est attendue. L'idée d'un changement européen et mondial est plus dur à imposer que l'idée d'un repli ou d'une impuissance. Nous devons défendre l'idée d'une sortie de crise par la solidarité. En tant que communiste, nous avons un devoir de solidarité vis à vis de tous les peuples européens.

---